

OWRAM, Doug, *The Government Generation: Canadian Intellectuals and the State 1900-1945*. Toronto, University of Toronto Press, 1986. 402 p.

Phyllis M. Senese

Volume 40, Number 4, Spring 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304504ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304504ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Senese, P. M. (1987). Review of [OWRAM, Doug, *The Government Generation: Canadian Intellectuals and the State 1900-1945*. Toronto, University of Toronto Press, 1986. 402 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40(4), 605–608.  
<https://doi.org/10.7202/304504ar>

OWRAM, Doug, *The Government Generation: Canadian Intellectuals and the State 1900-1945*. Toronto, University of Toronto Press, 1986. 402 p.

Dans son dernier livre, Doug Ooram retrace la naissance, après 1920, d'une génération d'intellectuels canadiens anglophones qui ont défendu une conception séculière de réforme sociale au moyen du pouvoir d'État. Ce groupe d'hommes, unis par une formation commune et par des liens personnels, formait un réseau d'intellectuels, souvent rattachés à des universités, qui acceptaient les méthodes, les valeurs et les théories des sciences sociales. Animés par une foi inébranlable dans le pouvoir de la «connaissance spécialisée» et

par une confiance totale en eux-mêmes, ils s'étaient engagés dans la construction d'un «Canada nouveau» au cours des années qui suivirent la Première Guerre mondiale; ils se sont servis de leurs connaissances professionnelles pour essayer d'enrayer la crise sociale créée par l'essor rapide de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'immigration multiculturelle à grande échelle.

Owram analyse comment cette intelligentsia a cherché et souvent créé les moyens d'obtenir le pouvoir politique grâce auquel elle pourrait mettre ses idées en pratique. Au lieu de vouloir se faire élire à des postes politiques, ses éléments sont devenus de nouveaux mandarins, bureaucrates et conseillers de politiciens. Au cours des années 1940, les trois partis politiques nationaux ont été influencés par ce réseau d'intellectuels, mais c'est lors du retour au pouvoir d'un gouvernement libéral, en 1935, que cette intelligentsia a finalement pris la direction de la bureaucratie et façonné les discussions et les décisions internes concernant les politiques gouvernementales. La mise en pratique de leurs idées a cependant été, en fin de compte, limitée par des réalités politiques: d'une part, les gouvernements provinciaux refusaient d'abandonner le pouvoir au gouvernement fédéral; d'autre part, des luttes internes opposaient des groupes de bureaucrates au sein des différents secteurs du gouvernement, rivalisant entre eux en dépit de leurs idées et de leurs buts communs.

Owram examine la réaction de cette bureaucratie grandissante devant les problèmes des années 1930 et, en particulier, le rôle qu'elle a joué dans l'élaboration du Rapport Rowell-Sirois et de la myriade de documents et d'études; il révèle aussi l'étendue de la vision nationaliste que se faisait cette intelligentsia d'un Canada nouveau et probablement meilleur. Un tel concept de pays dépendant d'un gouvernement fédéral centralisé refusait aux provinces tout rôle important dans les affaires nationales, ne leur laissant que celui de subordonnées du gouvernement fédéral et leur enlevant toute latitude culturelle dans la construction du pays. Les idées de ce petit groupe d'intellectuels n'ont pas seulement contribué directement à redéfinir les pouvoirs constitutionnels par le Rapport Rowell-Sirois et à guider le gouvernement fédéral dans l'administration de la défense au cours de la Seconde Guerre mondiale: les éléments-clés de cette intelligentsia ont également eu une influence prépondérante sur les écrits et l'enseignement au pays de l'histoire du Canada, des sciences politiques et de l'économie dans les universités de langue anglaise après la Seconde Guerre mondiale. Ceci leur a permis de perpétuer leur vision nationaliste pendant au moins deux décennies. Comme Owram le souligne, l'influence de cette intelligentsia pendant l'après-guerre exige une autre étude approfondie: l'auteur a en effet décrit l'accession de ce groupe à une position d'importance, il n'en a pas abordé les conséquences.

L'analyse que fait Owram des idées de cette génération d'intellectuels confère à son livre une valeur particulière. L'auteur explique adroitement comment la sécularisation de l'éducation supérieure a transformé le monde intellectuel de ce groupe important de Canadiens anglophones vers les années 1920, faisant en sorte qu'«en fin de compte, la religion et la philosophie ont cédé leur place aux concepts de technique et de gestion» (p. 331). Dans le Canada toujours plus industriel et urbain de l'époque, cette génération d'intellectuels urbains a adopté une conception étroite de bureaucratisme militant. Leurs préoccupations portaient sur les techniques de gestion et sur la détermination de méthodes correctes plutôt que sur l'objectif de la réforme; sur l'adoption de la

raison pragmatique plutôt que sur des slogans idéologiques. L'efficacité était devenue leur nouvelle religion. Cette intelligentsia avait une foi absolue dans l'État en tant que force neutre, capable d'«assurer l'efficacité et le caractère humain du capitalisme» (p. 33), évitant ainsi les bouleversements sociaux que connaissait l'Europe. L'État, le gouvernement fédéral centralisé était, en fait, un «mécanisme à utiliser, nécessaire à l'avancement du bien-être collectif... défini non pas en termes de spiritualité ou de morale mais en termes de standard matériel de vie» (p. 171). Ooram n'insiste cependant pas suffisamment sur le fait que cette intelligentsia, en prenant le contrôle des éléments-clé du gouvernement fédéral pendant les années 1940, a fait preuve à la fois de naïveté et d'arrogance: d'une part, en croyant que la centralisation du pouvoir à Ottawa constituait la meilleure garantie de liberté individuelle; d'autre part, en pensant qu'il était possible de dissocier réforme sociale et valeurs spirituelles et morales. L'organisation de services sociaux peut devenir efficace; mais elle peut tout aussi bien donner lieu à des files d'attente devant les banques de nourriture en 1987. Il importe, pour mieux comprendre l'évolution du pays après la Seconde Guerre mondiale, de saisir à quel point les idées décrites par Ooram ont dominé la pensée sociale du Canada de langue anglaise. «L'efficacité, le bonheur et la justice étaient jugés compatibles, à l'intérieur d'un processus de planification systématique qui considérait les sciences sociales comme source d'inspiration et l'État comme agent» (p. 190).

Ooram montre bien comment, vers les années 1940, des membres dirigeants de cette intelligentsia éprouaient un malaise grandissant devant la concentration toujours plus grande du pouvoir entre les mains de la bureaucratie: «le pouvoir peut servir à effectuer des réformes ou à réprimer» (p. 265). Frank Underhill, Harry Cassidy, J. M. Macdonnell, Charlotte Whitton et, trônant au-dessus de tous, Harold Innis, pour n'en nommer que quelques-uns, s'inquiétaient des conséquences possibles d'une puissante bureaucratie fédérale et des valeurs qui avaient séduit l'intelligentsia. Mais les craintes exprimées par cette minorité étaient tout bonnement rejetées par leurs semblables; «pour la grande majorité des membres de la communauté intellectuelle, les risques et les coûts d'une absence de politiques et de plans interventionnistes étaient supérieurs à ceux que comportait leur mise en pratique» (p. 273). Comme il arrive souvent, les tenants du point de vue majoritaire des années 1940 traitaient les minoritaires de réactionnaires du 19<sup>e</sup> siècle. Ceci se poursuit d'ailleurs de nos jours.

Cette étude est importante et mérite d'être lue par ceux qui cherchent à saisir la nature du Canada d'aujourd'hui. Mais, malgré ses nombreuses qualités, elle comporte des imperfections. Des corrections de l'éditeur rendraient le texte plus succinct: l'élimination des répétitions inutiles améliorerait le déroulement des phrases; une correction d'épreuves en profondeur supprimerait fautes d'orthographe et coquilles, ainsi que les nombreuses et bizarres inversions et parties manquantes sans doute attribuables à l'ordinateur. Un plus grand soin pourrait être accordé au choix des mots: pourquoi, par exemple, utiliser le terme «premiss» plus obscur que le conventionnel «premise» (p. 75)? Pourquoi confondre «channel» propre à la télédiffusion avec «band» ou «frequency» propre à la radio (p. 155)? Fallait-il transformer Leonard Marsh en Leon (p. 150)?

Mais ce que je trouve plus grave, c'est qu'Owram n'a pas traité en profondeur la question des «sérieuses conséquences» que pouvait avoir le fait que l'intelligentsia était «dans son écrasante majorité anglophone et masculine» (p. 147). Son analyse de l'absence des femmes ne va pas assez loin, mais pointe dans la bonne direction. Par contre son analyse de l'absence des francophones est insuffisante. S'il reste beaucoup à faire dans le domaine de l'histoire des femmes après 1900, il existe une abondante documentation sur le développement de l'intelligentsia du Québec de cette époque. Pour être plus convainquant à ce sujet, Owram aurait dû approfondir certains parallèles. Il ne suffit pas d'évacuer le problème historique à l'aide de clichés éculés sur la regrettable «séparation des Canadas français et anglais en un état traditionnel de a«adeux solitudes» (p. 147). L'auteur mentionne mais n'analyse pas les graves conséquences qui découleraient de l'impossibilité de constituer une élite commune française-anglaise dans ce pays.

Ce qu'il faudrait en fait souligner, c'est que deux groupes d'intellectuels, se développant parallèlement entre 1900 et 1945 et inspirés par des pensées n'ayant pas toutes les mêmes sources, sont arrivés à des conclusions totalement différentes sur le rôle du gouvernement dans la transformation de la société. L'élite intellectuelle dominante du Canada anglais cherchait à développer un État centralisé à Ottawa; l'élite intellectuelle du Québec prônait de plus en plus un État également centralisé, le gouvernement du Québec. Chacune d'elles croyait posséder la meilleure formule pour enrayer les maux sociaux. Ce qui les divisait, c'était le nationalisme, deux conceptions très différentes sur la Confédération, sur ce qu'elle aurait dû devenir, et sur ce qu'elle est en fait devenue depuis 1867. Innis avait prévenu en 1943 qu'un réaménagement des relations fédérales-provinciales comporterait le risque d'une désintégration nationale; plusieurs intellectuels francophones l'avaient également affirmé. Mais ils allaient être, lui et eux, dénoncés ou ignorés par ceux qui étaient parvenus au pouvoir. Tout comme l'intelligentsia traitait, comme le dit Owram, ceux qui étaient en désaccord avec elle de prisonniers de la «noirceur réactionnaire» (p. 330), il était devenu conventionnel dans l'historiographie canadienne-anglaise d'étiqueter de la même manière les traditions et les priorités du Québec. Le fait qu'Owram n'ait pas échappé aux limites destructives des traditions historiographiques anglophones est une preuve de la longévité et de la force de celles-ci; telle est aussi la plus grande faiblesse et la cause majeure de déception de ce livre.

Un livre, quand il est excellent, pose et suscite plus de questions qu'il ne fournit de réponses. Celui d'Owram est bon si l'on tient compte du cadre limité qu'il s'est donné. L'auteur nous dit plus sur le pays qu'il n'en avait peut-être l'intention. Et maintenant qu'il a ouvert la boîte de Pandore, on ne peut qu'espérer qu'il saura, grâce à son talent considérable, nous aider à mieux saisir le sujet.

*Département d'histoire  
Université de Victoria*

PHYLLIS M. SENESE

Traduction: Antonio Artuso, Montréal